

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 04 MARS 2022

Liste des présents

Membres à voix délibérative

<i>Collège des élus (7/52)</i>	Jacques MESAS Rémi BICHON Aude DENIZOT Line FLEURY Didier MARTIN Hugues RAIMBOURG Magali SAUTREIL	<i>Président de la CLI</i> <i>Gien</i> <i>Conseil départemental du Loiret</i> <i>Conseil départemental du Loiret</i> <i>Sully-sur-Loire</i> <i>Conseil départemental du Loiret</i> <i>Conseil régional Centre-Val de Loire</i>
<i>Collèges non élus (9/29)</i>	Alain FOURCAULT André COPIN Mary-Bridget FOUCHER Catherine FUMÉ Fabrice GORECKI Thierry JOLIVET Gérard MAHAUD Jérôme SCHMITT Michel TINDILLERE	<i>Vice-Président de la CLI</i> <i>SFEN Val de Loire</i> <i>ACIRAD Centre-Val de Loire</i> <i>Sortir du Nucléaire BGP</i> <i>CMA du Loiret</i> <i>Sortir du Nucléaire BGP</i> <i>UFC-Que choisir</i> <i>SUD Energie</i> <i>Expert</i>

Membres à voix consultative

<i>Exploitant EDF</i>	Laurent BERTHIER Antoine GUILLAUMONT Esther VOLOZAN	<i>Directeur du CNPE de Dampierre</i> <i>CNPE – Chef de mission Sûreté</i> <i>CNPE – Chef de mission Communication</i>
<i>Autorité de sûreté nucléaire</i>	Arthur NEVEU Christian RON	<i>Chef de la Division d'Orléans de l'ASN</i> <i>Division d'Orléans – Chef du Pôle REP</i>
<i>Préfecture</i>	Franck BOULANJON Arnaud BOULAY	<i>Directeur de Cabinet de la Préfète</i> <i>Chef du BPDC</i>
<i>Services de l'Etat</i>	Caroline NICOLAS Lt-Col Stéphane COUSIN	<i>ARS – DD45</i> <i>Groupement de gendarmerie du Loiret</i>
<i>Secrétariat</i>	Maud MICHEL	<i>CD45</i>

Liste des membres ayant suivi à distance (déclarés)

Denis BERNARD	CFE-CGC
Patrick DUVEAU	Saint-Florent
Hervé JACQUIER	CC Berry-Loire-Puisaye

Liste des absents excusés

Michel AUGER	Bonnée
François BENOIST	Saint-Gondon
Didier BERRUE	Saint-Père-sur-Loire
Anne BESNIER	Conseil régional Centre-Val de Loire
Patrick CHENUET	Saint-Martin-sur-Ocre
Jean-François DARMOIS	Nevoy
Hubert FOURNIER	Neuvy-en-Sullias
Claude de GANAY	Député du Loiret
Corinne GERVAIS	CC Canaux et Forêt en Gâtinais
Jean-Marie LEBROC	CFTC
Jean-Claude LEFRANC	Nevoy
Serge MERCADIE	Dampierre-en-Burly
Philippe NICOLAS	Coullons
Georges SAPY	Sauvons le Climat

Compte rendu

1/ Rapport d'activité 2021 de la CLI et budget prévisionnel 2022

Mme Maud MICHEL – Chargée de mission de la CLI de Dampierre

1.1- Rapport d'activité 2021 :

L'année 2021 a été une nouvelle fois marquée par la crise sanitaire liée au COVID-19. Malgré cela, la CLI a pu mener à bien ses réunions et travaux conformément à ce qui était prévu, avec parfois quelques aménagements nécessaires.

Au cours de l'année 2021, l'assemblée plénière a ainsi été réunie 3 fois, dont une fois en visioconférence (19 février) et une fois en format mixte présentiel / à distance (21 septembre). La troisième réunion plénière était la réunion publique annuelle, organisée le 25 novembre, dédiée à la présentation des travaux réalisés et à venir dans les centrales nucléaires françaises à la suite de l'accident de Fukushima.

Le Bureau de la CLI s'est réuni à 4 reprises en 2021, dont une fois en session extraordinaire pour travailler sur l'organisation de la deuxième séance plénière dans le contexte sanitaire complexe du moment.

La nouvelle composition de la CLI a pu être officialisée par la signature de l'arrêté de composition nominative de ses membres en décembre 2021. Cet arrêté a été transmis par mail et par courrier à l'ensemble des membres. La CLI de Dampierre compte désormais 81 membres, compte-tenu de l'élargissement du périmètre PPI*(cf. lexique en annexe 1) à 20 km autour de la centrale.

Sa validité sera néanmoins de courte durée car il court jusqu'en juillet 2022. Les collectivités et organismes membres de la CLI seront donc prochainement sollicités à nouveau pour confirmer le nom de leur représentant au sein de l'instance.

Plusieurs membres de la CLI ont participé à différentes réunions organisées au niveau national ainsi qu'à des groupes de travail organisés en visioconférence pour la plupart d'entre eux : assemblée générale de l'ANCCLI*, 33^{ème} conférence des CLI, groupes de travail thématiques, sessions de formation / information organisées par l'ANCCLI*, l'IRSN*, l'ASN*...

1.2- Budget réalisé en 2021 :

Les dépenses réalisées en 2021 ont été essentiellement liées au temps passé pour le secrétariat de la CLI (soit ≈ 0,2 ETP*) à hauteur de 13 000 € environ, auxquels il faudrait ajouter le temps passé par les agents départementaux impliqués ponctuellement dans les travaux de la CLI (service Communication, logistique / technique, gestion budgétaire...).

La CLI s'est acquittée, comme chaque année, de la cotisation à l'ANCCLI* à hauteur de 1 000 €.

La réunion publique du 25 novembre 2021 a engendré des coûts essentiellement liés au temps passé pour la communication (conception des affiches / flyers et relations presse – coût non individualisé), ainsi que des coûts d'impression et routage des documents à hauteur de 281 € et des coûts liés à la sécurité de l'événement (vigile) pour 92 €.

Il est rappelé que les frais engagés par les membres de la CLI pour se déplacer aux assemblées plénières ou participer à des réunions ou groupes de travail nationaux en lien avec la CLI peuvent être remboursés par la CLI. En 2021, compte-tenu du contexte sanitaire, de nombreuses réunions se sont tenues en visioconférence ; de ce fait, la CLI n'a été sollicitée pour aucun frais de déplacement de ses membres. Seule une demande a été faite pour un déplacement en décembre ; celle-ci ayant été faite en janvier 2022, le montant du remboursement sera imputé sur le budget 2022 de la CLI.

Côté recettes, la CLI a reçu en 2021 une subvention de l'ASN à hauteur de 2 500 €.

1.3- Budget prévisionnel 2022 :

Le budget prévisionnel 2022 présenté en séance est similaire à celui proposé en 2021, soit un budget pour l'année de 18 500 €, avec une subvention de l'ASN sollicitée à hauteur de 2 500 €.

Toutefois, à la suite d'une réunion entre l'ANCCLI et l'ASN au niveau national, il est ressorti que le montant de subvention sollicité par la CLI de Dampierre était faible par rapport à d'autres CLI. Après réflexion, il est apparu que plusieurs actions de la CLI pourraient être davantage valorisées dans le budget proposé, ce qui permettrait de solliciter une subvention plus élevée auprès de l'ASN.

Le budget présenté en séance sera donc revu rapidement afin de prendre en compte ces éléments, avec une subvention sollicitée probablement aux alentours de 5 000 € au lieu des 2 500 € initialement envisagés.

Le rapport d'activité 2021 ainsi que le budget prévisionnel 2022 sont consultables sur le site Internet de la CLI à l'adresse : <https://www.loiret.fr/les-activites-de-la-cli-de-dampierre>.

Pour finir, les dates prévisionnelles des prochaines séances plénières de la CLI pour l'année 2022 sont indiquées :

- **Vendredi 17 juin 2022** à 14h00 (à Dampierre-en-Burly)
- **Mardi 08 novembre 2022** à 18h00 (réunion publique à Dampierre-en-Burly ou Ouzouer-sur-Loire)

→ *Information post-séance : Suite à des contraintes d'agenda, la prochaine réunion plénière de la CLI est reportée au **Mardi 21 juin 2022** à 14h00 (à Dampierre-en-Burly), au lieu du 17 juin.*

2/ Actualités du CNPE* de Dampierre

M. Laurent BERTHIER – Directeur du CNPE

2.1- Bilan 2021 :

✓ La production et les arrêts :

En 2021, le CNPE de Dampierre a produit 20 TWh* d'électricité, ce qui représente 5,5% de la production nucléaire en France et 6 fois la consommation d'électricité du Loiret.

L'année 2021 a de nouveau été marquée par un contexte compliqué par la crise sanitaire liée au COVID-19. L'engagement et la résilience des équipes d'EDF sont soulignés, ayant permis de produire les 20 TWh d'électricité et de réaliser toutes les opérations prévues au programme industriel de l'année.

La 1^{ère} visite décennale des 40 ans du site (VD4*) a été réalisée sur la tranche 1, au cours de laquelle 3 opérations réglementaires d'importance ont été menées :

- inspection de la cuve du réacteur le 3 mai 2021 par la machine d'inspection en service (MIS) ;
- épreuve hydraulique du circuit primaire principal le 13 novembre 2021, à une pression de 206 bars. L'ASN a validé cette opération le 15 novembre ;
- vérification de l'étanchéité de l'enceinte de confinement (épreuve enceinte), à une pression de 5 bars.

De nombreuses opérations d'entretien et de maintenance ont également été menées à cette occasion. L'objectif de la VD4 est de s'approcher au maximum du niveau de sûreté des réacteurs de dernière génération, l'enjeu étant de passer le cap des 40 ans et d'exploiter le réacteur pendant 10 ans de plus.

Au total, cette VD4 a engendré la réalisation de 66 modifications matérielles, 394 activités dimensionnantes de chaudronnerie et a impliqué 2 500 intervenants et 30 entreprises partenaires pour réaliser 6 300 heures de travail sur les machines tournantes, 12 000 heures de contrôles de conformité non destructifs, 22 000 heures de travaux de robinetterie.

Par ailleurs, 2 arrêts pour simple rechargement (ASR*) ont été réalisés sur les tranches 2 et 4 au 1^{er} semestre 2021, consistant à renouveler une partie du combustible. Ces arrêts ont duré une quarantaine de jours.

Enfin, une visite partielle (VP*) a été réalisée sur la tranche 3 au 2^{ème} semestre 2021. Cette opération a consisté à renouveler une partie du combustible et à mener des opérations de maintenance. Elle a mobilisé plus de 1 000 salariés et 80 entreprises partenaires.

✓ La sûreté :

Deux arrêts automatiques de réacteurs (AAR*) se sont produits en 2021 : ces arrêts interviennent de manière automatique lorsque certains paramètres sont atteints. Ils ont été sans conséquence sur la sûreté du site.

Par ailleurs, le site a déclaré 38 événements significatifs pour la sûreté (ESS*) en 2021, dont 3 de niveau 1.

Aucun départ de feu majeur n'a eu lieu en 2021 sur le site.

Le CNPE a poursuivi en 2021 le développement des compétences de ses salariés, notamment en réalisant des exercices de crise (9 en 2021), des exercices incendie (47 dont 1 avec le SDIS) et des exercices avec la gendarmerie (12).

L'équipe du site de la FARN* s'est également entraînée régulièrement : 200 jours d'entraînement et 5 exercices.

Enfin, le site a fait l'objet de 40 inspections par l'ASN en 2021.

✓ La sécurité :

En ce qui concerne la sécurité des salariés et des prestataires du site, le taux de fréquence Tf2* s'est élevé à 11,9 en 2021, soit 12 accidents avec arrêt et 51 accidents sans arrêt.

Aucun accident grave n'a été déploré à Dampierre en 2021.

✓ La radioprotection :

La radioprotection est contrôlée par le biais de la dosimétrie collective annuelle, pour laquelle un objectif est fixé.

En 2021, 16 événements significatifs radioprotection (ESR*) ont été déclarés.

La culture de radioprotection doit encore être améliorée sur le site.

✓ La surveillance de l'environnement :

Plus de 20 000 analyses ont été réalisées en 2021 pour la surveillance de l'environnement.

Deux événements significatifs environnement (ESE*) ont été déclarés par le site en 2021 :

- le premier pour un rejet de cuivre supérieur aux valeurs limites autorisées dans l'arrêté de rejet,
- le second pour dépassement des seuils de rejet de fluides frigorigènes (seuil annuel = 100 kg/an).

Par ailleurs, plus de 95% des déchets conventionnels ont fait l'objet d'une valorisation.

✓ Emplois et compétences :

Le site compte plus de 2 000 salariés, dont 1 400 salariés EDF et 600 prestataires permanents.

60 personnes ont été embauchées en 2021.

40 nouveaux alternants ont été accueillis sur le site en 2021, portant le nombre total d'alternants à 71 sur le site.

Par ailleurs, près de 100 000 heures de formation ont été dispensées pour les salariés du CNPE en 2021.

✓ Partenariats avec l'Education Nationale :

Le CNPE de Dampierre a passé des conventions avec 7 lycées et écoles d'ingénieurs de la région Centre-Val de Loire et au-delà.

2.2- Perspectives 2022 :

✓ Programme industriel 2022 :

L'objectif du CNPE pour 2022 est de produire 21 TWh* sur l'année, et de réussir le programme industriel dense prévu pour cette année :

- **1 VP* sur la tranche 4 :** démarrage prévu le 2 avril pour un arrêt d'une durée estimée à 80 jours. Cet arrêt vise à réaliser plusieurs travaux d'entretien et de maintenance : remplacement d'une partie du combustible, maintenance du pont polaire du bâtiment réacteur et des systèmes de supportage du circuit primaire, épreuves hydrauliques sur différents matériels... ;
- **la VD4* sur la tranche 2 :** démarrage le 27 avril. Lors de cet arrêt, qui présente des enjeux importants, les mêmes épreuves réglementaires que celles réalisées en 2021 sur la tranche 1 seront opérées sur la tranche 2, avec en plus une épreuve hydraulique du circuit secondaire et le remplacement des tubes du condenseur ;
- **1 ASR* sur la tranche 3 :** démarrage prévu le 22 octobre. L'objectif de cet arrêt est de remplacer une partie du combustible.

✓ Travaux industriels et tertiaires :

En plus des arrêts de tranches, d'autres travaux sont prévus sur le site en 2022 :

- Démarrage des travaux de construction du centre de crise local, qui doit pouvoir tenir à des séismes et des aléas climatiques extrêmes, quasiment équivalents à ceux qui ont été observés au Japon. Ce centre devrait être opérationnel en 2024 ;
- Construction du nouveau bâtiment du laboratoire de chimie ;
- Mise en service des stations de traitement par monochloramine pour les tranches 2 et 4 ;
- Mise en place de 200 bornes de recharge pour véhicules électriques.

En parallèle, des travaux de préparation à la VD4* de la tranche 3 seront menés en 2022 : tirage de tuyauteries, nouvelle distribution électrique, génie civil...

✓ Inspections nationales et internationales :

Inspection interne entreprise : une inspection nucléaire a eu lieu sur le site du 21 au 25 février 2022. Un retour a été fait au CNPE sur la prise en compte des recommandations par le site.

Un feed-back a également été fait de la part de WANO* (association mondiale des exploitants nucléaires), à la suite de leur venue en 2019. 10 recommandations avaient été faites à l'issue de leur inspection : WANO considère que des progrès ont été faits par le site pour 6 recommandations et que des efforts sont à poursuivre pour les 4 autres.

2.3- Evénements significatifs sûreté de niveau 1 :

✓ ESS du 05/08/2021 : Non-respect des règles générales d'exploitation concernant le réglage des chaînes de mesure (cf. annexe 2) :

Lors du réglage des paramètres des protections réacteurs, une défaillance technique de l'appareil de test a entraîné des réglages erronés sur les chaînes de mesure, les rendant indisponibles (unités de production n°3 et 4).

Ce problème ne concernant qu'une seule voie sur les deux disponibles, les conséquences de cet événement sur la sûreté des installations ont été très limitées.

✓ ESS du 06/08/2021 : Circuit d'alimentation de secours des GV* (cf. annexe 3) :

Le volume d'une réserve d'eau destinée à alimenter en eau les GV* et à refroidir le circuit primaire n'a pas été à l'attendu pendant quelques heures (unité de production n°3).

Il n'y a pas eu de conséquence réelle car il existe un autre circuit de refroidissement qui, lui, est resté disponible (circuit RRA*).

✓ ESS du 02/12/2021 : Détection tardive de l'indisponibilité partielle d'un circuit de refroidissement RRA* (cf. annexe 4) :

Lors de la maintenance d'une vanne du circuit RRA*, le capot du positionneur de la vanne a été mal positionné. Ceci a entraîné un débit du circuit de refroidissement inférieur aux spécifications techniques, rendant ainsi le circuit RRA* partiellement indisponible (unité de production n°3).

La 2^e voie de refroidissement étant restée disponible, les conséquences ont été limitées mais le retour d'expérience de cet événement sera intégré par le site.

✓ ESS du 18/01/2022 : Détection tardive de l'indisponibilité partielle du circuit d'alimentation de secours en eau des GV* (cf. annexe 5) :

Toutes les opérations de maintenance prévues n'ont pas été faites sur une turbopompe d'alimentation de secours des générateurs de vapeur, rendant partiellement indisponible le circuit d'alimentation de secours en eau des GV (unité de production n°1).

Les conséquences ont été très limitées car ce circuit était toujours alimenté par 2 autres pompes toujours disponibles.

Echanges avec les participants :

✓ Catherine FUMÉ (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande de combien a été dépassé le seuil de rejet des fluides frigorigènes.

Laurent BERTHIER (EDF) répond que le seuil a été dépassé de 20 kg, soit un rejet annuel de 120 kg au lieu de 100 kg autorisés.

✓ Catherine FUMÉ demande si quelque chose a été entrepris à Dampierre sur les circuits RIS* et RRA*, suite aux problèmes de corrosion sous contrainte survenus à Chinon et à Civaux notamment.

Laurent BERTHIER explique que les problématiques de corrosion sous contrainte ont d'abord été mises en évidence sur les réacteurs du palier N4, c'est-à-dire les plus récents. Les investigations ont été poursuivies et des problèmes similaires ont été détectés sur un réacteur de 1 300 MW à Penly (donc hors palier N4).

Des contrôles approfondis ont été menés à Dampierre afin de rechercher d'éventuelles traces de corrosion. Aucun défaut de ce type n'a été détecté sur les réacteurs de Dampierre à ce jour.

EDF continue ses investigations et cherche encore à comprendre les phénomènes en jeu.

✓ Jérôme SCHMITT (Sud Energie) indique qu'un salarié est mort par électrocution en septembre 2017 à Dampierre. A la suite de cet accident, l'ASN a demandé la mise en place de protections collectives sur les onduleurs. EDF a contesté cette décision auprès du tribunal administratif mais a été condamné à mettre en place ces protections. M. SCHMITT demande si le CNPE a fait appel de cette décision du tribunal administratif.

Laurent BERTHIER précise que M. SCHMITT est salarié au CNPE de Dampierre et membre du comité social et économique (CSE*). Il répond qu'EDF n'a pas attendu les décisions de l'ASN pour déployer les mesures de prévention, qui ont été mises en place sur les installations à la suite de cet accident mortel.

✓ Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) demande ce que sont les activités dimensionnantes de chaudronnerie évoquées par M. BERTHIER.

Laurent BERTHIER explique par des exemples que le démontage d'un tampon n'est pas une activité dimensionnante, mais qu'une épreuve hydraulique en est une. Il s'agit en fait des activités de chaudronnerie ayant un impact majeur.

✓ Concernant les ESS*, Gérard MAHAUD observe que ces événements se produisent souvent à l'issue d'interventions humaines (travaux de maintenance notamment), et qu'il s'agit rarement de défauts de matériel. Il juge cela inquiétant et estime qu'il est important de prêter une grande attention à ces défaillances humaines et de creuser cette question. Il souhaite que la CLI, avec l'ASN, puisse faire le recensement statistique des ESS* et des actions mises en œuvre pour limiter les défauts humains.

Laurent BERTHIER confirme que 80% des ESS ont une cause liée au facteur humain. Il ajoute que ce ratio n'a pas évolué depuis 30 ans, ni à la hausse ni à la baisse, et qu'il y a en effet un enjeu de développement des compétences.

Il précise que 2 simulateurs sont présents à Dampierre, ainsi qu'un bâtiment maquette pour que les opérateurs puissent exercer leurs gestes.

Par ailleurs, chaque événement est analysé par EDF. Deux consultants spécialisés sur les « facteurs humains » sont présents sur le site pour participer à ces analyses, avec pour objectif d'augmenter le professionnalisme des salariés dans une logique d'amélioration continue.

Christian Ron (ASN) précise que les événements liés aux facteurs humains sont souvent plus marquants et mis en avant (classés au niveau 1 de l'échelle INES* pour découverte tardive par exemple) justement car ils sont liés à des facteurs humains. L'analyse statistique par le niveau de l'événement peut présenter un biais de ce fait.

✓ Thierry JOLIVET (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande si le centre opérationnel sera étanche à l'eau et pour quelles raisons il est prévu de le construire aussi près du site. Il demande si des ventilations protégées contre les radiations seront mises en place pour ce centre.

Laurent BERTHIER répond que le nouveau centre de crise local permettra de regrouper les équipes en charge de gérer les crises (une soixantaine de personnes) dans un bâtiment qui tient au séisme et à l'inondation. Un centre de crise existe déjà sur le site, mais le nouveau centre répondra à un niveau d'exigences plus élevé en matière de résistance aux aléas extrêmes, mais également aux rejets radioactifs potentiels.

Un système de ventilation adapté sera en effet intégré à ce bâtiment, comme c'est déjà le cas actuellement sur les bâtiments existants.

3/ Présentation du rapport annuel d'inspection de l'ASN pour 2021

M. Christian RON – ASN

3.1- Bilan 2021 des inspections ASN :

L'ASN a réalisé 31 inspections en 2021 sur le site de Dampierre, donnant lieu à 31 lettres de suite. Certaines de ces inspections ont pu durer jusqu'à 7 jours, d'où la différence avec les 40 inspections présentées par EDF.

Ces inspections ont pu être de différents types :

- inspections de chantier, réalisées de manière inopinée pendant des phases de travaux ;
- inspections réactives, lorsque l'ASN est informée d'un événement particulier ;
- inspections thématiques (inspections courantes), prenant en compte les retours locaux et nationaux.

Tous les écarts identifiés font l'objet de demandes dans les lettres de suite qui sont disponibles sur le site Internet de l'ASN www.asn.fr, hormis celles ayant trait à l'inspection du travail qui concernent nominativement des personnes.

En 2021, 57 événements significatifs ont été déclarés sur le site de Dampierre, dont :

- 39 ESS* (dont 3 de niveau 1) ; chaque événement fait l'objet d'une analyse, EDF propose des actions correctives et l'ASN réalise des inspections pour vérifier les actions correctives mises en place ;
- 2 ESE* ;
- 16 ESR*, la problématique de radioprotection restant une priorité pour l'ASN sur le site de Dampierre.

EDF a présenté 4 demandes d'autorisations en 2021, qui ont été accordées par l'ASN.

L'ASN a également réalisé des contrôles lors des arrêts des 4 réacteurs du CNPE, et notamment à l'occasion de la VD4 de la tranche 1.

3.2- Appréciation générale de l'ASN sur le site de Dampierre :

- Sûreté :

Le CNPE de Dampierre se situe dans la moyenne du parc nucléaire français en matière de sûreté. Ses performances dans ce domaine sont globalement satisfaisantes. Toutefois, quelques défaillances organisationnelles ont été mises en évidence, ainsi que des insuffisances documentaires. Des progrès ont été réalisés sur la gestion des essais périodiques et du risque explosion. La gestion du risque incendie reste cependant en retrait des performances du parc national, et reste une priorité d'action pour l'ASN sur le site. L'ASN estime que la CNPE a plutôt bien géré la première VD4*.

- Environnement :

Les rejets d'effluents du CNPE de Dampierre ont été satisfaisants (respect des limites de rejet), notamment pour les effluents gazeux. Des progrès ont été faits sur la gestion du risque microbiologique (pas de dépassement en 2021 pour les amibes et légionelles). Des dépassements des limites pour les effluents liquides ont toutefois été constatés.

Par ailleurs, une action sur le confinement liquide (eaux d'extinction incendie) est à mener, le site de Dampierre étant très en retrait sur la gestion du risque incendie.

- Santé et sécurité au travail :

La gestion du risque électrique reste une priorité pour l'ASN en 2022 pour le site de Dampierre, et notamment : la mise en place des contrôles réglementaires, l'organisation du site pour effectuer ces contrôles...

D'une manière générale, l'ASN s'attachera à vérifier que les écarts relevés lors des inspections passées sont suivis d'actions correctives ou préventives.

- Radioprotection :

Bien que des progrès aient été faits, les performances du site dans ce domaine demeurent insuffisantes. L'ASN poursuivra sa surveillance ciblée sur la radioprotection en 2022, consistant à tenir un bilan plus détaillé sur ces aspects, avec un accent mis sur la propreté radiologique.

3.3- Programme d'inspection 2022 :

Pour l'année 2022, l'ASN prévoit de réaliser 31 inspections. Des priorités locales ou nationales ont été définies, comme les équipements sous pression, la conduite accidentelle, le suivi des actions post-Fukushima, les agressions climatiques...

Des inspections réactives sur des thématiques non prévues parmi ces priorités ne sont toutefois pas exclues.

Echanges avec les participants :

✓ Catherine FUMÉ (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande sur quels paramètres chimiques des dépassements des limites de rejets ont été constatés en 2021.

Christian RON (ASN) répond que les seuils ont été dépassés uniquement pour le cuivre. Il souligne en revanche qu'il n'y a pas eu de dépassement pour les légionelles en 2021.

✓ Catherine FUMÉ se réjouit qu'EDF publie désormais les bilans mensuels des rejets sur son site Internet mais regrette qu'il n'y ait pas d'archivage de ces documents : seul le bilan du mois précédent est disponible.

Laurent BERTHIER rappelle qu'EDF communique ce bilan mensuel aux membres de la CLI. EDF a choisi de communiquer plus largement encore en publiant ce document sur Internet, de manière à le rendre accessible à tous. Il confirme qu'il n'y a pas d'historisation des documents sur Internet, mais qu'EDF conserve l'historique de l'ensemble des données et peut répondre aux questions éventuelles.

✓ Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) note qu'EDF répond par des actions de formation à des problématiques de radioprotection. Il considère pour sa part que les personnels EDF et les prestataires sont bien formés, et que les problèmes de radioprotection relèvent davantage de défauts de management, qui ne sont pas systématiquement identifiés. Avec l'habitude, les salariés négligent les mesures de protection, et il incombe aux managers de maintenir l'attention et la motivation des salariés en matière de radioprotection.

Laurent BERTHIER indique que la culture de radioprotection s'apparente à la culture de sécurité : la ligne managériale se doit de maintenir cette problématique au centre de leurs préoccupations et de celle de l'ensemble des salariés. Les managers sont formés pour cela. Tous les managers ont un rôle à jouer, y compris le Directeur du CNPE. L'exemplarité et la présence de la Direction sur le terrain ont un impact important sur la performance en matière de radioprotection.

Christian RON ajoute que l'ASN a demandé qu'il y ait un « calage de l'œil » sur le terrain. Ceci nécessite la présence sur le terrain des personnels d'encadrement et/ou des personnes qui ont la connaissance en matière de radioprotection. Une action est à mener sur le sujet par EDF pour améliorer ce « calage de l'œil ».

4/ Présentation des projets de décisions de l'ASN sur la demande de dérogation d'EDF relative à la prévention de la dispersion des légionelles et sur les nouvelles prescriptions réglementant les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents du site de Dampierre

M. Christian RON – ASN

4.1- Projets de décisions relatives à la demande de dérogation d'EDF sur la prévention des risques légionelles et amibes :

L'ASN précise qu'elle ne souhaite pas orienter l'avis ou la réflexion des membres de la CLI. Elle peut répondre aux sollicitations pour expliquer les choses, mais ne peut répondre aux sollicitations lui demandant son avis au moment de la consultation.

Présentation de la demande de dérogation :

Sur le plan réglementaire, il existe une décision de l'ASN datant de 2016 qui impose des dispositions sur la dispersion des micro-organismes (amibes et légionelles). Cette décision fixe un délai au 1^{er} janvier 2022 pour la mise en œuvre des prescriptions.

EDF Dampierre n'était pas en mesure de répondre à toutes les prescriptions à cette date, du fait d'aléas rencontrés par l'exploitant et de la sous-estimation par l'ASN des délais d'instruction des dossiers compte-tenu de l'alourdissement des procédures environnementales. Elle a donc déposé une demande de dérogation à certaines dispositions, le temps de terminer la mise en œuvre des mesures rendues nécessaires par les nouvelles instructions.

En effet, les installations de traitement sont construites, mais il est encore nécessaire de mener des essais, d'où la demande de dérogation pour avoir le temps de les réaliser.

La mise en place d'un traitement est rendue nécessaire du fait de dépassements réguliers des seuils en légionelles pour les réacteurs n°2 et 4 de Dampierre.

Ces réacteurs sont équipés de condenseurs en laiton, qui contiennent du cuivre. Celui-ci étant un biocide naturel (essentiellement actif sur les amibes, mais beaucoup moins sur les légionelles), les réacteurs n°2 et 4 ne sont pas équipés d'installation de traitement des amibes et légionelles.

Toutefois, les condenseurs en laiton entraînant des rejets de cuivre au milieu naturel, il a été décidé de changer ces condenseurs pour installer des condenseurs en acier inoxydable ou en titane, et de mettre en place un traitement pour éliminer les amibes et légionelles.

Il est toutefois précisé que même s'il y a des légionelles dans les tours aéro-réfrigérantes des CNPE, aucun cas de légionellose imputable aux rejets des centrales n'a été démontré à ce jour.

Dès qu'un cas de légionellose est déclaré, une enquête est menée par l'ARS pour déterminer le circuit réalisé par la personne infectée, afin de déterminer l'origine de l'infection.

La souche de légionelles incriminée est également recherchée et comparée avec celles éventuellement présentes dans les échantillons d'eau conservés par les CNPE équipés de tours aéro-réfrigérantes. Si les souches sont différentes, cela démontre que le CNPE n'est pas à l'origine de la contamination.

En cas de quantités importantes de légionelles dans les rejets (en période estivale notamment), le CNPE a la possibilité de réaliser un traitement par chloration massive. Ce type de traitement implique des rejets importants de chlore à la Loire, ce qui peut conduire à des concentrations importantes de chlore à l'aval des CNPE situés sur la Loire.

Mesures compensatoires :

EDF propose la mise en place de mesures compensatoires en appui de sa demande de dérogation :

- surveillance renforcée des légionelles (augmentation des fréquences de suivi),
- mise en place de fiches d'interrogation,
- mise en place d'actions correctives.

Ces mesures sont déjà mises en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2022.

Compte tenu des éléments transmis par EDF et des mesures compensatoires mises en œuvre, les projets de décisions de l'ASN visent à accepter la demande de dérogation assortie des mesures compensatoires prévues par EDF.

Prochaines étapes du projet :

Les projets de décisions ont d'abord été présentés au collège de l'ASN pour une première validation. Ils seront à nouveau présentés au collège après avoir reçu l'avis de tous les acteurs concernés : exploitant, CLI, CODERST*, Commission Locale de l'Eau, public (enquête publique).

Echanges avec les participants :

✓ Caroline NICOLAS (ARS* Centre-Val de Loire) confirme qu'il n'y a pas eu de mise en évidence de cas de légionellose lié à un CNPE, mais que des salariés ont pu être contaminés dans le cadre de leur travail. Elle précise que la comparaison de souches n'est pas faite de manière systématique.

Intervention de Jacques MESAS :

Jacques MESAS, Président de la CLI, intervient pour présenter le déroulement de l'analyse par la CLI des projets de décision de l'ASN :

« La CLI a été saisie par l'ASN le 24 décembre 2021 pour qu'elle transmette ses observations sur les 2 projets de décision relatifs à la demande de dérogation faite par EDF concernant la prévention des risques de dispersion des micro-organismes (légionelles et amibes).

Ces projets de décision ont été transmis par mail à l'ensemble des membres de la CLI le 04 janvier 2022.

Un groupe de travail dédié à l'étude de ces projets s'est tenu le 21 février 2022, auquel 13 membres de la CLI ont participé. Lors de cette réunion, EDF a présenté le contexte et les implications de sa demande de dérogation, et les membres présents ont pu poser leurs questions et échanger avec EDF sur cette demande.

A la suite des échanges qui ont eu lieu lors de ce groupe de travail et des éléments fournis par EDF, il ressort qu'aucun membre de la CLI n'a émis d'avis défavorable à ces projets.

Les seuls avis transmis à ce jour émanent :

- de l'association Sauvons le Climat d'une part, qui fait état de l'absence d'observation quant aux projets présentés,*
- de l'ARS Centre-Val de Loire d'autre part, qui émet un avis favorable à la dérogation telle que présentée, assortie de mesures compensatoires et prenant fin au 31 décembre 2022, compte tenu des mesures proposées et de l'absence de cas isolés ou groupés suspectés comme étant en lien avec le CNPE de Dampierre ces dernières années.*

Lors du groupe de travail, il a néanmoins été mis en avant que les membres de la CLI ne sont pour la plupart pas des spécialistes du nucléaire, et qu'il était difficile pour eux dans ces conditions de se prononcer sur ces questions très techniques.

En conséquence, si aucune autre remarque n'est formulée par les membres de la CLI présents à la lumière des éléments apportés ce jour par l'ASN, il est proposé de répondre à la sollicitation de l'ASN en indiquant que la CLI a bien pris note des demandes de dérogation formulées par EDF et des explications complémentaires fournies par EDF et par l'ASN, et qu'elle ne voit pas d'objection à la mise en œuvre des dérogations sollicitées. »

Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) indique que, lors de la réunion du groupe de travail, il a fait remarquer que la CLI ne dispose pas de la compétence suffisante pour émettre un avis éclairé sur ce qui lui est présenté. Il constate que les modifications objets de la demande de dérogation sont déjà mises en œuvre et qu'elles sont en phase de qualification. Les mesures compensatoires sont également déjà mises en œuvre.

Dans ces conditions, il ne voit pas comment l'avis de la CLI pourrait avoir impact sur la poursuite du processus, et indique qu'il avait proposé que la CLI transmette à l'ASN une réponse du type « Vu sans observation ».

En l'absence de remarque ou d'intervention d'autres membres de la CLI, Jacques MESAS conclut qu'une réponse sera faite à l'ASN conformément au contenu de sa déclaration.

4.2- Projets de décisions relatives aux prélèvements d'eau et aux rejets dans l'environnement des effluents liquides et gazeux :

Présentation du contexte des projets de décisions :

Deux décisions existantes permettent d'encadrer les limites de rejets de la centrale et les modalités de prélèvements et rejets.

Le changement des tubes de condenseurs des réacteurs n°2 et 4 ainsi que les modifications de traitements nécessitent d'apporter des modifications à ces décisions.

EDF a donc déposé une demande de modification d'autorisation en 2018 auprès de l'ASN, complétée par une nouvelle demande en juin 2020 suite à une demande de compléments de l'ASN.

Evolutions demandées par EDF :

Les évolutions demandées par EDF portent sur :

- la baisse des limites de rejets en cuivre et zinc (du fait du remplacement des tubes de condenseurs en laiton par des tubes en inox) ;
- la mise en œuvre d'un traitement biocide par monochloramine sur les réacteurs n°2 et 4 et l'évolution du traitement sur les réacteurs n°1 et 3 ;
- la modification du traitement secondaire en un conditionnement en « haut pH » à la morpholine ou à l'éthanolamine ;
- la prise en compte des sources d'eau ultime dans les prélèvements d'eau du site : les forages d'essais s'étant avérés satisfaisants, il convient désormais de mettre en œuvre les forages définitifs, ce qui implique des prélèvements d'eau supplémentaires pour les essais et l'exploitation des puits ;
- la mise en œuvre d'un traitement antitartre sur les circuits de réfrigération des condenseurs (étant donné que la présence de tartre peut favoriser la prolifération de légionelles et d'amibes).

Prescriptions de l'ASN et prochaines étapes :

Les demandes d'EDF donneront lieu à 2 décisions distinctes :

- l'une relative aux modalités de rejet d'effluents, de prélèvements et de consommation d'eau ainsi que de surveillance de l'environnement,
- l'autre relative aux limites de rejet dans l'environnement.

De nouvelles dispositions et de nouvelles limites seront intégrées aux décisions. Toutes les demandes d'EDF ne seront pas acceptées en l'état : elles feront l'objet d'une analyse par l'ASN, prenant en compte notamment les objectifs de qualité du milieu récepteur ainsi que le retour d'expérience du CNPE de Dampierre.

Ces projets de décisions suivront la même démarche que pour les précédentes décisions : présentation au collège de l'ASN, consultation de différents organismes (CLI, ARS*, CODERST*...), modifications éventuelles des 2 projets de décisions en fonction des avis des organismes consultés puis nouvelle analyse par le collège de l'ASN tenant compte des avis formulés.

Enfin, ces décisions donneront lieu à un arrêté d'homologation de ces décisions.

Echanges avec les participants :

✓ Catherine FUMÉ (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande quel est le délai pour le public pour émettre un avis sur ces projets de décisions.

Christian RON (ASN) répond que l'ensemble du dossier est disponible sur le site Internet de l'ASN, et que le public dispose d'un mois pour émettre un avis, du 28 février au 20 mars 2022.

✓ Catherine FUMÉ demande si le dossier mis à disposition donne des informations sur l'impact du projet sur l'environnement, et si la monochloramination envisagée va entraîner le rejet de nouvelles substances.

Christian RON (ASN) explique qu'il n'y aura pas de rejet de nouvelles substances à Dampierre car les tranches n°1 et 3 sont déjà équipées de ce type de traitement. En revanche, il a été identifié que ce traitement entraînait la formation de nouvelles substances par dégradation des produits de traitement. Ces substances ont toujours été présentes mais n'avaient jamais été étudiées jusqu'à présent ; le CNPE de Dampierre est le premier à étudier ce phénomène. Par conséquent, des limites de rejet vont être définies pour ces nouvelles substances.

→ *Information post-séance : il est précisé que les substances de dégradation du traitement à l'eau de Javel sont les chlorures et sodium (substances déjà identifiées mais nécessitant un ajustement de la comptabilisation) et les chlorates (substances non identifiées jusqu'à présent).*

Laurent BERTHIER (EDF) ajoute que ce type de traitement existe depuis longtemps dans d'autres sites ; il est mis en place lorsque le site est équipé de condenseurs en inox ou en titane.

Christian RON précise que bien qu'il n'y ait pas de nouvelles substances rejetées, les seuils peuvent être amenés à évoluer car les produits de traitement seront utilisés sur 2 tranches supplémentaires. Dans certains cas toutefois, une optimisation de la conduite de l'installation pourra permettre de ne pas modifier les seuils.

Il ajoute que tout dossier déposé doit faire l'objet d'une étude d'impact, laquelle doit permettre de juger de l'impact comparé des condenseurs en cuivre par rapport au traitement à la monochloramine.

✓ Catherine FUMÉ demande à quelle date a été réalisé le dossier d'étude d'impact.

Christian RON répond qu'il a été mis à jour en 2020.

✓ Catherine FUMÉ demande si un traitement alternatif à base d'UV n'aurait pas pu être envisagé.

Laurent BERTHIER indique qu'un traitement par UV est possible à condition d'avoir été intégré dès la conception de la centrale, ce qui est le cas par exemple à Civaux. Ce type de traitement doit être intégré au design dès le départ, et n'est possible que sous réserve de répondre à certaines particularités de la source froide (débit notamment). A Dampierre, le débit de la Loire n'est pas comparable à celui de la Vienne pour Civaux, les caractéristiques de la source froide ne seraient pas compatibles avec ce type de traitement.

5/ Questions diverses

✓ *Retour sur l'atelier ASN relatif au post-accident du 26/02/2022 :*

Jacques MESAS, Président de la CLI, fait une présentation de l'atelier qui s'est tenu à Dampierre le 26 février :

Objectif de cet atelier :

Le comité directeur pour la gestion des situations post-accidentelles (CODIRPA), piloté par l'ASN, a pour mandat de proposer au gouvernement une stratégie de protection de la population et de reconquête des territoires à la suite d'un accident nucléaire. Ce type de démarche vise à anticiper les conséquences d'un accident majeur et à développer une « culture de sécurité » chez les parties prenantes concernées.*

L'ASN (niveau national) a sollicité la CLI de Dampierre-en-Burly pour l'aider à organiser un atelier visant à tester auprès des citoyens la pertinence des propositions du CODIRPA en*

matière de gestion des denrées fraîches produites localement (potagers, vergers, élevages privés) à la suite d'un accident nucléaire.

3 réunions de ce type avaient déjà été organisées par l'ASN sur 3 territoires différents avec l'appui des CLI concernées (Paluel-Penly, Tricastin et Golfech).

Déroulement de la réunion :

L'atelier, piloté par l'ASN, s'est déroulé sous la forme d'une discussion générale, sur la base d'une mise en situation.

Dans un premier temps, l'ASN a expliqué ce qui se passerait en cas d'urgence nucléaire : alerte, mise à l'abri, évacuation, etc... sur la base d'un scénario préparé par l'IRSN* et l'ASN. La phase de transition, c'est-à-dire une fois les rejets terminés, a ensuite été abordée, ainsi que la mise en place des premières mesures post-accidentelles.

Enfin, les mesures envisagées concernant la consommation des produits du potager et de la chasse / pêche / cueillette ont été présentées, avec les critères de définition des zones de protection.

Les échanges au cours de cet atelier visaient à recueillir l'avis des participants sur les actions envisagées pour la protection de la population contre le risque d'ingestion de produits frais locaux potentiellement contaminés sur le territoire proche de la centrale nucléaire, en cas d'accident avec des rejets contaminant l'environnement.

Les avis recueillis feront l'objet d'une synthèse, qui sera transmise au CODIRPA* pour prise en compte lors de l'élaboration des propositions d'action de protection de la population.

Bilan de la réunion du panel à Dampierre :

La réunion a réuni près d'une soixantaine de participants sur l'après-midi. Les échanges ont été riches et les questions nombreuses. Les médias locaux (presse, France 3) ont relaté les objectifs et le contenu de cet atelier dans un reportage télévisé et des articles de presse parus à l'issue de cet événement.

Toutefois, de nombreux participants, pour beaucoup opposants au nucléaire, ont posé des questions pertinentes mais hors sujet par rapport au thème de l'atelier : question de l'alerte en cas d'accident, de la prise d'iode, de la mise en œuvre du plan particulier d'intervention (PPI*), etc...

L'ASN a pris le temps d'apporter des réponses à ces questions mais n'a pas pu développer ses explications pour les questions dont l'objet ne se rapportait pas aux mesures post-accidentelles, afin de ne pas empiéter sur les réflexions objet de l'atelier.

A ce sujet, les membres de l'ASN nationale qui ont piloté la réunion (M. Olivier RIVIERE, M. Jean-Marc BERTHO et Mme Florence GABILLAUD-POILLION) ont regretté qu'il leur soit reproché par un membre de la CLI de ne pas avoir répondu aux questions des participants, alors qu'ils ont pris soin de prendre en considération chaque interrogation de la salle, même lorsqu'elle ne se rapportait pas au thème de l'après-midi.

Plusieurs habitants ou élus du secteur proche de la centrale étaient également présents ; certains ont quitté la réunion prématurément, se disant frustrés que les débats ne soient pas uniquement centrés sur le thème annoncé.

Au final, l'ASN a malgré tout pu retirer de cet après-midi des éléments de synthèse et des avis sur les mesures envisagées à la suite d'un accident nucléaire.

L'ensemble des participants à l'atelier ayant fait part de leur souhait seront tenus informés de la suite donnée à ce panel au sein du groupe de travail « Alimentation » du CODIRPA.

Echanges avec les participants :

Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) maintient que l'ASN n'a pas répondu à toutes les questions lors de l'atelier. Selon lui, beaucoup de questions étaient hors sujet car la population ne maîtrise pas les sujets relatifs à la radioactivité, et il est nécessaire d'améliorer la connaissance de la population générale, et des membres de la CLI eux-mêmes, sur ces questions.

Il considère que le rôle de la CLI est d'informer la population, et regrette que la CLI ne mène pas de travaux ni ne fasse de communiqués de presse. Il forme le souhait que la CLI fasse à l'avenir davantage d'information et de communication à destination de la population.

Il considère que la population fait preuve d'une suspicion générale vis-à-vis des autorités, et que les CLI ont été créées pour être des instances neutres permettant de répondre de manière objective aux questions de la population.

Jacques MESAS rappelle que certaines personnes venues à l'atelier pour débattre de la question de l'alimentation en situation post-accidentelle ont été privées d'une partie de ce débat du fait du temps accordé aux questions hors sujets posées par d'autres participants.

André COPIN (SFEN Val de Loire) fait part de son désaccord avec Gérard MAHAUD : il estime pour sa part que les représentants de l'ASN ont fait un travail remarquable, qu'ils ont apporté beaucoup de réponses lors de cet atelier et ont évité que les débats ne débordent trop sur des questions hors sujets posées par des personnes venues débattre dans un contexte d'élections présidentielles.

Arthur NEVEU (ASN) confirme que la transmission des informations fait partie des missions de l'ASN, et qu'elle se tient à la disposition de la CLI pour tout besoin d'informations.

Michel TINDILLERE (membre du Bureau – collège des experts) considère que les riverains se sont habitués à la centrale et ne sont plus sensibilisés sur ce qui s'y passe. Il estime également que les représentants de l'ASN sont restés très calmes et professionnels lors de l'atelier et ont fait en sorte de recentrer les débats.

Aude DENIZOT (Conseillère départementale du Loiret) indique qu'elle ne se sent pas formée sur le sujet du nucléaire, et qu'elle souhaite apprendre. Elle estime que son rôle comme membre de la CLI n'est pas d'être pour ou contre le nucléaire mais de communiquer auprès des habitants et qu'il est nécessaire, pour ce faire, qu'elle dispose d'informations.

Elle entend différents points de vue, notamment de la part des salariés de la centrale : certains sont très convaincus par les mesures prises par EDF, d'autres sont au contraire très critiques. Elle considère que le rôle de la CLI est de questionner EDF pour pouvoir répondre à ces interrogations.

Elle a également trouvé remarquable le travail de l'ASN lors de l'atelier du 26 février, mais se dit frustrée que certaines questions n'aient pas pu être abordées.

Elle a toutefois entendu le message des associations, qui déplorent qu'il n'y ait aucun espace de parole sur le nucléaire et considèrent que c'est pour cette raison que des questions hors sujet ont été posées. Elle demande si, dans ces conditions, il serait possible de prévoir des espaces de parole pour aborder les questions générales sur le nucléaire.

Laurent BERTHIER rappelle que des visites de la centrale sont organisées en mai pour les membres de la CLI, et qu'elles seront une occasion de présenter les installations et d'expliquer le fonctionnement, les enjeux, les risques et les atouts de l'énergie nucléaire.

Michel TINDILLERE rappelle que l'ANCCLI propose d'organiser des formations pour les membres de CLI, et que la CLI en a déjà organisé par le passé mais que très peu de membres se sont déplacés à chaque fois (2 ou 3 membres seulement, hors membres du Bureau).

Revenant sur le thème de l'atelier, Thierry JOLIVET (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) regrette que parmi les 2 scénarios présentés pour le contrôle des denrées alimentaires, le scénario le plus restrictif ait été choisi, au lieu de protéger la population de manière plus large. Il estime que la protection des populations devrait primer dans toute décision.

Il regrette qu'il n'y ait aucun moyen de contrôler les aliments autour de la centrale en cas d'accident comme en situation normale, et préconise que des appareils de contrôle de l'alimentation soient financés en nombre suffisant pour vérifier si les denrées sont radioactives ou non. Il estime que la CLI pourrait jouer un rôle dans la formation des populations à l'utilisation de ce matériel.

Par ailleurs, ayant participé à l'élaboration du PPI* de la centrale, il trouve inadapté que le circuit d'évacuation des populations prévoie que les habitants de Gien passent par Dampierre pour rejoindre Orléans.

Christian RON (ASN) précise qu'un troisième site de groupement est envisagé à Montargis par la préfecture.

Hugues RAIMBOURG (Conseiller départemental du Loiret) indique ne pas être très familier de ce qui est attendu de la part des membres de la CLI, et interroge notamment sur les modalités de travail pour élaborer l'avis de la CLI sur les nouveaux projets de décisions transmis par l'ASN.

Alain FOURCAULT indique que les modalités seront les mêmes que pour les premiers projets de décisions : un groupe de travail sera organisé pour poser des questions à l'exploitant sur ces projets, puis les résultats de ce groupe de travail seront soumis à l'ensemble des membres de la CLI avant de rendre un avis définitif.

Catherine FUMÉ (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) propose de rédiger un livret d'accueil pour les nouveaux membres afin d'expliquer le rôle de la CLI.

Maud MICHEL (secrétariat de la CLI) précise qu'une présentation du rôle de la CLI a été faite lors de la première séance plénière suivant le renouvellement des membres élus de la CLI.

Michel TINDILLERE ajoute que le rôle et le fonctionnement des CLI est décrit dans la loi du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (dite loi TSN*).

Jérôme SCHMITT (SUD Energie) indique que des recommandations vont être faites dans les comités sociaux et économiques des CNPE (dans le cadre de la loi TSN*) et demande si ces recommandations seront présentées et débattues au sein de la CLI.

Laurent BERTHIER prend note de la question et s'engage à y répondre.

Gérard MAHAUD précise que la loi TSN* prévoit que la CLI peut saisir le CHSCT* (ou le CSE* désormais) du CNPE sur des questions particulières, et inversement.

à Orléans le 21 AVR. 2022

Le Président de la Commission
Locale d'Information

Jacques MESAS

ANNEXES

1/ Lexique des sigles utilisés

Les mots du compte-rendu suivis d'une * sont expliqués ci-dessous :

AAR : Arrêt Automatique de Réacteur
ANCCLI : Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information
ARS : Agence Régionale de Santé
ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire
ASR : Arrêt pour Simple Rechargement
CHSCT : Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
CNPE : Centre Nucléaire de Production d'Electricité
CODERST : COncil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
CODIRPA : COmité DIRecteur pour la gestion des situations Post-Accidentelles
CSE : Comité Social et Economique
ESE : Evénement Significatif Environnement
ESR : Evénement Significatif Radioprotection
ESS : Evénement Significatif Sûreté
ETP : Equivalent Temps Plein
FARN : Force d'Action Rapide Nucléaire
GV : Générateur de Vapeur
INES : International Nuclear and radiological Event Scale (échelle internationale des événements nucléaires et radiologiques)
IRSN : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
PPI : Plan Particulier d'Intervention
RIS : Circuit d'Injection de Sécurité
RRA : Refroidissement du Réacteur à l'Arrêt
Tf2 : taux de fréquence des accidents du travail = (nb d'accidents avec et sans arrêt / nb d'heures travaillées) * 1 000 000
TSN (loi) : Loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la Transparence et à la Sécurité en matière Nucléaire
TWh : TéraWatt-Heure (= 1 000 000 000 kWh)
WANO : World Association of Nuclear Operators (association mondiale des exploitants nucléaires)
VD4 : 4^{ème} visite décennale
VP : Visite Partielle

Déclaration d'un événement significatif de sûreté relatif au non-respect des spécifications techniques d'exploitation

Entre mars et juillet 2021, des essais périodiques* sont réalisés sur le système d'instrumentation des processus (SIP)** des unités de production n°3 et n°4 de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly.

A l'issue, les résultats de ces essais amènent à réaliser des réglages des relais de la chaîne de protection du réacteur des générateurs de vapeur n°3 des unités de production n°3 et n°4.

En juillet 2021, les essais prévus mettent en évidence un défaut de l'appareil de test utilisé lors de ceux-ci. Les analyses démontrent que les relais de tension ont été réglés sur la base de données erronées, rendant indisponibles les chaînes de protection débit vapeur du générateur de vapeur n°3.

Cet événement n'a eu aucune conséquence réelle sur la sûreté des installations. Toutefois, en raison du non-respect des spécifications techniques d'exploitation et de sa détection tardive, la direction de la centrale nucléaire de Dampierre a déclaré un événement significatif de niveau 1 sur l'échelle INES (qui en compte 7) à l'Autorité de sûreté nucléaire le 05 août 2021.

** Un essai périodique est un test réalisé à une périodicité définie afin de s'assurer du bon fonctionnement des matériels.*

*** Le système d'instrumentation des processus (SIP) élabore, à partir des grandeurs physiques mesurées par l'instrumentation du réacteur (hors mesures de la puissance nucléaire), les informations utilisées par le système de protection du réacteur.*

Déclaration d'un événement significatif de sûreté relatif au non-respect des spécifications techniques d'exploitation

Le 30 juillet 2021, l'unité de production n°3 de la centrale de Dampierre-en-Burly est en cours de redémarrage, à la suite d'un arrêt pour maintenance.

Entre 0h34 et 10h15, le niveau d'eau contenu dans le réservoir ASG* passe à plusieurs reprises sous le niveau requis, sans détection par les équipes d'exploitation. Les spécifications techniques d'exploitation requièrent un volume d'eau minimal dans le réservoir ASG, qui n'est pas atteint.

A 10h15, les équipes réalisent un appoint en eau dans le réservoir, qui retrouve alors le volume d'eau minimal en 15 minutes.

Cet événement, qui constitue un écart aux règles générales d'exploitation, a été déclaré le 6 août 2021 par la direction de la centrale à l'Autorité de sûreté nucléaire comme événement significatif sûreté de niveau 1 sur l'échelle INES qui en compte 7.

** Le circuit d'Alimentation de secours des générateurs de vapeur (ASG) est un circuit d'eau de sauvegarde qui permet d'évacuer la chaleur produite par le réacteur en cas d'indisponibilité du circuit d'alimentation normale des générateurs de vapeur.*

Un générateur de vapeur est un échangeur thermique entre l'eau du circuit primaire, portée à haute température (320 °C) et à pression élevée (155 bars) dans le cœur du réacteur, et l'eau du circuit secondaire qui se transforme en vapeur et alimente la turbine.

Déclaration d'un événement significatif de sûreté de niveau 1 relatif à la détection tardive de l'indisponibilité partielle d'un circuit

Chaque réacteur nucléaire est équipé d'un circuit de Refroidissement du Réacteur à l'Arrêt (circuit RRA), qui assure le refroidissement des installations lorsque le réacteur est arrêté. Ce circuit est composé de 2 voies identiques A et B et redondantes, chacune capable d'assurer la mission de refroidissement. Ce circuit comporte plusieurs vannes pilotées depuis la salle de commande, qui permettent de régler la température du circuit primaire.

Le 27 novembre 2021, l'unité de production n°3 de la centrale de Dampierre-en-Burly est à l'arrêt pour maintenance programmée. Les premières opérations de redémarrage, qui consistent à monter la température du circuit primaire principal à 90°C, sont en cours. Le refroidissement du réacteur est assuré par le circuit RRA.

A 5h30, les équipes de pilotage situées en salle de commande, détectent que l'ouverture de l'une des vannes du circuit RRA n'est pas conforme à celle demandée depuis le poste de pilotage. Cet écart d'ouverture génère un débit du circuit RRA inférieur à celui requis par les spécifications techniques d'exploitation, rendant le circuit partiellement indisponible.

L'intervention des équipes de maintenance sur la vanne permet d'identifier que le capot du positionneur* de la vanne n'était pas conformément fixé. Une intervention sur le positionneur est réalisée et permet de retrouver une configuration conforme du circuit RRA à 16h25.

Après analyse, il s'avère que la baisse de débit avait déjà été observée sur le circuit RRA le 24 novembre à 3h45, sans détecter l'indisponibilité partielle du circuit.

Cet événement n'a pas eu de conséquence réelle sur la sûreté des installations, le refroidissement ayant été assuré par la seconde voie du circuit RRA.

Cependant, en raison du non-respect des spécifications technique d'exploitation et de sa détection tardive, la direction de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly a déclaré le 2 décembre 2021 à l'Autorité de sûreté nucléaire, un événement significatif de sûreté au niveau 1 de l'échelle INES qui en compte 7.

** Le positionneur est un mécanisme utilisé pour piloter à distance l'ouverture d'une vanne.*

Déclaration d'un événement significatif sûreté de niveau 1 relatif à la détection tardive de l'indisponibilité partielle d'un circuit

Chaque réacteur nucléaire est équipé d'une Alimentation de Secours des Générateurs de vapeur (ASG). Ce circuit d'eau de sauvegarde permet d'évacuer toute la chaleur produite en cas de défaillance de l'alimentation normale des générateurs de vapeur. Ce système est alimenté par une turbopompe et par redondance, par deux motopompes.

Le 12 janvier 2022, les équipes de maintenance en charge de l'unité de production n°1 de la centrale de Dampierre-en-Burly, alors à l'arrêt, constatent la non-réalisation d'une opération de requalification du circuit d'huile de la turbopompe du circuit d'alimentation de secours des générateurs de vapeur. Une opération de maintenance est immédiatement initiée dans la nuit du 12 au 13 janvier et, à 11h20, le matériel est à nouveau disponible.

Après analyse, il s'avère que l'opération de requalification aurait dû être menée avant le 7 janvier 2022. L'indisponibilité partielle du circuit d'alimentation de Secours des Générateurs de vapeur a donc été de 6 jours, ce qui est supérieur au délai prévu par les spécifications technique d'exploitation*.

Cet événement n'a pas eu d'impact réel sur la sûreté de l'installation, le circuit ASG restant partiellement disponible grâce à la présence des deux motopompes. Cependant, en raison de sa détection tardive, la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly a déclaré ce non-respect des spécifications technique d'exploitation le 18 janvier 2022 à l'Autorité de sûreté nucléaire comme un événement significatif de sûreté de niveau 1 (anomalie) sur l'échelle INES, qui en compte 7.

** Le pilotage d'un réacteur s'inscrit dans un cadre de prescriptions, parmi lesquelles les spécifications techniques d'exploitation (STE), qui recueillent l'ensemble des règles à respecter pour la conduite des installations.*